

## **Séance publique**

### **Election du Président du Conseil départemental**

**Jeudi 2 avril 2015**

#### **Discours de Patrick Devedjian**

Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux,

Mes chers collègues,

Vous venez de m'accorder à nouveau votre confiance à la tête de l'exécutif départemental, pour les six prochaines années. J'en suis particulièrement honoré et je tiens à vous remercier très sincèrement.

Nous siégeons dorénavant au sein d'une assemblée parfaitement mixte (23 femmes et 23 hommes). C'est une très bonne nouvelle ! Mais ici dans nos murs, nous n'avions pas attendu les lois pour bouger sur la parité... Avant ce scrutin, 29 % des conseillers départementaux étaient des femmes, soit plus du double que le niveau national. Et dans nos services, dirigés depuis fin 2013 par une femme, Madame Katayoune Panahi, je signale que nous les hommes sommes largement minoritaires ! Plus de 72 % des agents sont des femmes, avec une proportion similaire chez les cadres.

Bon nombre d'entre vous ont été réélus au conseil départemental :

Isabelle Caullery, Arnaud de Courson, Daniel Courtès, Christian Dupuy, Vincent Franchi, Marie-Laure Godin, Nicole Gouéta, Patrick Jarry, Denis Larghero, Yves Ménel, Yves Révillon et Paul Subrini.

Et pour certains, dès le 1<sup>er</sup> tour : Eric Berdoati, Alexandra Fourcade et Georges Siffredi et moi-même.

Je souhaite également la bienvenue aux conseillers départementaux qui nous rejoignent dans cette assemblée :

Marie-Hélène Amiable, Anne-Christine Bataille, Camille Bedin, Jean-Didier Berger, Frédérique Collet, Isabelle Debré, Rita Demblon, Elsa Faucillon, Josiane Fischer, Laureen Genthon, Alice Le Moal, Marie-Pierre Limoge, André Mancipoz, Gabriel Massou, Rémi Muzeau, Pierre Ouzoulias, Sébastien Perrotel, Catherine Picard, Nathalie Pitrou, Grégoire de la Roncière, Aurélie Taquillain, Armelle Tilly, Joaquin Timoteo et Laurent Vastel.

Et pour certains d'entre eux, dès le premier tour : Pierre-Adrien Babeau, Pierre-Christophe Baguet, Jeanne Bécart, Véronique Bergerol, Armelle Gendarme et Nathalie Léandri.

Je voudrais aussi rendre hommage aux élus qui ont quitté l'assemblée départementale : Patrick Alexanian, Christiane Barody-Weiss, Luc Bérard de Malavas, Alain-Bernard Boulanger, Jacques Bourgoïn, Pascal Buchet, Jean-Jacques Campan, Jean-Claude Caron, Gilles Catoire, Cyrille Déchenois, Jean-Paul Dova, Michèle Fritsch, Nadine Garcia, Marie-Claude Garel, Vincent Gazeilles, Martine Gouriet, Guy Janvier, Audrey Jenback, François Kosciusko-Morizet, Jean-André Lasserre, Patrice Leclerc, Bernard Lucas, Catherine Margaté, Jean-Loup Metton, Philippe Pemezec, Sylvie Ramond, Marie-France de Rose, Jean Sarkozy et Thierry Solère.

**Mes chers collègues, la campagne est maintenant derrière nous. Ici dans les Hauts-de-Seine, le scrutin nous a livré quelques enseignements.**

D'abord un message fort adressé au Président Hollande et à son Gouvernement. Ce message des Alto-Séquanais est parfaitement clair : sans demi-mesure, ils ont dit leur profond rejet de cette politique.

Ensuite les très bons résultats obtenus par la majorité départementale ont prouvé que l'action mise en œuvre dans les Hauts-de-Seine est jugée crédible, utile, et je crois efficace.

Enfin, en dépit de tous les augures, les Hauts-de-Seine ont déjoué les pronostics nationaux : le Front national reste quasi inexistant !

**Je ne vois pas de miracle dans ces résultats, seulement un élément fondamental : la proximité.**

Dès lors que le débat et l'action publique ont lieu localement sur des politiques locales, le Front national s'évapore. Il n'a rien à dire, rien à proposer.

Chacun d'entre nous le sait bien : quand on est sur le terrain, quand on est confronté aux réalités, quand on agit concrètement pour améliorer le quotidien, la différence se fait d'emblée dans l'esprit du corps électoral.

Les habitants voient que leur cadre de vie s'améliore, que ces anciennes villes dortoirs, qui vivaient à l'ombre de Paris, se sont peu à peu transformées grâce à l'acharnement de leurs élus et de tous leurs élus.

**Ce scrutin a aussi démontré que les habitants restent très attachés aux échelons de proximité.**

Le couple commune-département, c'est un couple qui fonctionne ! Alors pourquoi devrait-on détricoter ce qui marche ?

En tant qu'acteur public de proximité, le Département accompagne les communes dans leurs projets d'équipements, d'aménagement, d'amélioration du cadre de vie...

C'est ce que nous réalisons notamment avec les nouveaux « Contrats de développement Ville-Département ». Ces contrats uniques de 3 ans, rendent plus lisible, plus simple aussi, l'intervention financière du Département, sur des objectifs clairement identifiés et partagés avec les équipes communales. A ce jour, 22 communes volontaires sur 36 se sont engagées dans cette contractualisation, qui représente un engagement financier de 85 M €.

### **Au cœur de notre mission départementale, cette proximité prend tout son sens dans l'action sociale.**

Dans un contexte économique très dégradé, notre rôle de bouclier social est toujours pleinement assuré : la solidarité reste notre première priorité, comme en témoigne notre budget social de près de 780 M € pour 2015.

Familles, enfance, retour à l'emploi, personnes âgées, personnes handicapées... Nous intervenons à toutes les étapes de la vie, au contact direct des habitants. Cette politique sociale allie performance et innovation.

Le service de PMI départemental est par exemple assuré bien au-delà des obligations légales, avec deux fois plus de consultations proposées aux familles que n'en prévoit la loi.

Notre territoire est aussi le plus performant de l'Île-de-France pour l'accueil des jeunes enfants, avec près de 50 000 places. Et depuis 2005 avec « Bébédome », le Conseil départemental propose une aide financière aux familles qui ont recours à une assistante maternelle ou parentale. En 2014, **9 M€** ont été consacrés à Bébédome.

Pour les personnes âgées et handicapées, le maillage étroit de services a vraiment permis d'améliorer leur dignité et leurs conditions de vie. Avec une priorité : favoriser l'autonomie. Cette année, le Département consacre **325 M€** à l'autonomie de ces personnes. Sur ce sujet, qui me tient à cœur, deux projets innovants seront lancés :

D'abord un appel à projet d'EHPAD à domicile, en partenariat avec l'Agence régionale de santé. Le système de prise en charge actuel, avec d'un côté le maintien à domicile et de l'autre l'admission en EHPAD, nous semble trop « binaire ». Cette expérimentation départementale fera émerger un projet global et un projet innovant de prise en charge à domicile.

Second projet : la création d'un comité pour le développement des technologies pour l'autonomie. Aujourd'hui, des solutions technologiques existent pour retarder l'entrée en établissement et beaucoup d'entreprises des Hauts-de-Seine sont en pointe dans ce domaine. Mais leur diffusion à grande échelle reste difficile. C'est pourquoi j'ai souhaité rassembler des experts venus de différents horizons (des chercheurs, des entreprises, des acteurs publics et associatifs), pour lancer des actions concrètes dans ce domaine.

Enfin, le Conseil départemental continue d'améliorer le fonctionnement de la MDPH, avec la dématérialisation de ses 118 000 dossiers (c'est-à-dire à terme, le « zéro papier »). Je rappelle que la MDPH est le lieu unique d'accueil, d'orientation et de reconnaissance des droits pour les personnes handicapées.

Pour améliorer les relations entre la MDPH et ses usagers, 2015 verra par ailleurs le lancement d'un portail internet, qui leur permettra d'effectuer leurs demandes en ligne et d'en suivre l'avancement.

**Autre témoin de cette proximité dont je vous parlais à l'instant : la culture, qui est d'ailleurs un aspect fondamental de l'action sociale.**

Je milite pour une culture utile, qui peut être un fabuleux tremplin pour l'attractivité économique, pour l'emploi, mais aussi, j'en suis convaincu, pour l'éducation et l'intégration.

Il s'agit de créer, dans un espace mondialisé comme nous le vivons tous les jours, les conditions de la réussite pour tous, et pas seulement pour ceux qui en ont les moyens ! Je suis très attaché à ce que, quel que soit le foyer d'où l'on vient (un HLM ou un cocon bourgeois), on puisse disposer des mêmes chances de réussite.

C'est ce que j'ai souhaité réaliser en 2008 avec « Vallée de la Culture », un projet culturel d'envergure qui n'est pas pensé en termes d'équipements, mais de territoire. J'ai voulu donner une vraie identité culturelle à notre département et réveiller une géographie restée longtemps inexploitée. Les Hauts-de-Seine et leurs habitants le méritent bien ! En effet, pourquoi faudrait-il que Paris dispose à vie du monopole de l'accès à la culture ?

**Sur cette question d'éducation et d'intégration, une autre dimension me paraît incontournable : la mixité sociale.**

Aujourd'hui il n'est plus concevable de voir sortir de terre des zones urbaines avec 100 % de logements sociaux, et où se concentrent toutes les difficultés. Je défends au contraire un habitat diversifié, à taille humaine, réparti de manière homogène sur le territoire.

C'est pour cela que notre Département a été pilote pour rénover en profondeur les quartiers en difficulté, et s'est engagé à participer aux projets de rénovation urbaine à hauteur de 328 M€.

Et malgré le retrait de la délégation des aides à la pierre par le Gouvernement, nous maintenons un effort conséquent en faveur de la création de logements sociaux, dès lors qu'elle s'inscrit dans la mixité sociale.

**La métamorphose de ce territoire il faut bien le dire « dortoir » dans les années 60, a été spectaculaire. Le Département est devenu particulièrement exemplaire pour son cadre de vie, son patrimoine, son appétit culturel, son attractivité économique. Cette réussite n'est pas le fruit du hasard !**

**Notre Département est cité en exemple pour sa gestion saine, rigoureuse, et pour une pression fiscale la plus faible de tous les départements de France.**

Cette gestion exemplaire a été, à plusieurs reprises, reconnue par l'Agence de notation Standard & Poor's, qui a confirmé en décembre la note « AA », note maximale à laquelle peut prétendre une collectivité.

J'en suis fier de ces résultats parce que je suis avare de l'argent des Français qui nous est confié.

J'en suis fier parce que je me fais un devoir, dans la mission de service public qui est la mienne, que cet argent public soit rigoureusement utile.

**Cela n'empêche pas d'être créatif, audacieux et générateur d'attractivité !**

**C'est même le cœur de notre stratégie : encourager le cercle vertueux et multiplicateur de l'investissement, c'est développer les infrastructures, c'est renforcer l'attractivité et donc créer de l'emploi.**

Nous sommes le département de France qui investit le plus par habitant. En 2015, 588 M € ont été inscrits en dépenses réelles d'investissement.

Dans cette morosité nationale, ces investissements nous apportent une bulle d'oxygène et d'optimisme. Je pense :

- Aux grands travaux d'aménagement sur les berges de Seine, avec le grand projet « Vallée Rive Gauche » ;
- Aux nouveaux collèges, comme celui de Bois-Colombes inauguré récemment ;
- Aux projets de voirie comme la RD 920, ou encore au demi-échangeur de l'A86, permettant une circulation plus fluide pour les habitants ;
- A la rénovation du Musée Albert Kahn ;

Ou encore à l'immeuble de bureaux que nous avons acquis pour nos agents, dans le cadre du futur projet de l'ARENA Nanterre / La Défense, porté par le Racing Metro 92. Cette opportunité, nous l'avons saisie pour répondre aux besoins de notre administration, qui travaille au sein d'un parc éparpillé, souvent vétuste et énergivore. Il nous a fallu trouver un regroupement géographique pertinent, pour rationaliser nos dépenses et moderniser notre administration. A terme, cette opération offrira de meilleures conditions de travail à nos collaborateurs, et regroupera les bureaux de Nanterre sur deux sites seulement.

Je pense aussi à la future Cité musicale départementale, équipement unique en France sur l'Île Seguin. En 2016, cet ensemble totalement inédit rivalisera avec les grandes structures des métropoles européennes comme Londres, Hambourg ou Rome.

Je pense enfin aux transports en commun. L'amélioration des déplacements est un sujet sensible, et sans doute l'une des premières préoccupations des Alto-Séquanais, comme toutes les études le démontrent.

Bien conscient des attentes fortes et légitimes des habitants, le Département a vraiment « mouillé sa chemise », j'ose le dire, dans ce domaine, qui ne relève pourtant pas de ses compétences.

La mise en service du Tramway T6, en décembre dernier, a de quoi nous rendre fiers ! Je suis fier d'avoir pu inaugurer cette belle prouesse technologique, qui s'est trop longtemps appelée « Désirée »... puisqu'on en entend parler depuis près de 50 ans, soit l'âge de notre département ! Ce nouvel équipement va désenclaver le territoire, améliorer son attractivité et surtout, changer le quotidien de milliers de Franciliens.

Et l'aventure continue avec le prolongement de la ligne 4 du métro, ou encore les futurs tramways T1 ou T10.

**Mes chers collègues, nous nous apprêtons à vivre des années denses, dans un contexte national pourtant tendu.**

Il s'agit d'abord d'affronter la forte dégradation sociale et économique de notre pays. Depuis février, le chômage a atteint le record des 5,5 millions de demandeurs d'emplois !

Face à cette sombre réalité, les collectivités doivent décupler leurs moyens et leurs forces. Alors comme les Français, elles se serrent la ceinture. C'est même un euphémisme, puisqu'on leur demande de faire plus avec moins...

Pour 2015, les Hauts-de-Seine ont anticipé une réduction de 50 M € de Dotation Globale de Fonctionnement, soit une baisse de 20 % par rapport à 2014. Alors même que les crédits inscrits au titre de l'allocation RSA sont en hausse de 11 % !

**Autre sujet de taille pour les années à venir, le chantier de la réforme territoriale (chantier qui a évolué, il faut bien le dire, dans des sables mouvants).**

Sur cette question, dont le débat se poursuit au Sénat au mois de mai, le feuilleton à rebondissements du Gouvernement nous en a fait voir de toutes les couleurs !

Suppression des départements annoncée il y a un an, puis renvoi de la question à 2020, puis annonce du maintien de l'échelon départemental... C'est dire si le bourreau était pressé de faire tomber le couperet allant même jusqu'à nous promettre la dévitalisation !

Ici en région parisienne, cette « tectonique des plaques » devrait aussi donner lieu à un super continent : la Métropole du Grand Paris.

Fin décembre, je me suis vu confier les rênes du syndicat Paris Métropole pour 2015. Sachez que je reste totalement mobilisé pour défendre les missions de proximité qui sont les nôtres, et les engagements qui ont été pris vis à vis des élus locaux.

Une chose est sûre : face à ces enjeux, la ligne que nous devons tenir doit être celle du réalisme et du bon sens.

Réalisme et bon sens pour que chaque compétence soit exercée au niveau le plus juste :

- Les compétences de proximité doivent être exercées par des élus de proximité,
- Et les compétences stratégiques par une structure telle que la Métropole, comme Londres l'a réalisé avant nous.

Réalisme et bon sens si l'on veut que la décentralisation de Gaston Defferre, qui a transformé nos banlieues, et auquel je rends hommage, et donné cette liberté d'administration à nos territoires, puisse se poursuivre.

Or le Gouvernement fait exactement l'inverse : avec les Opérations d'intérêt national, avec la volonté de retirer aux maires l'essentiel de leurs pouvoirs en matière d'urbanisme, avec la recentralisation du logement, avec la volonté de densifier encore notre département... Alors que l'équivalent du Grand Paris qu'est le Grand Londres, est deux fois moins dense que nous et deux fois plus attractif ! C'est l'éternel retour de l'hypercentralisme, ce syndrome très, très français.

Pourtant notre société progresse à l'inverse de ce symptôme centralisateur : une société de plus en plus horizontale dans un monde numérique, nomade, connecté, où les projets, les intelligences, sont mis en réseau. Où chacun aspire à se prendre en main, à devenir acteur de son destin.

2015 sera une année charnière, décisive donc, pour cette Métropole qui doit devenir un instrument du rayonnement français.

**Le Département des Hauts-de-Seine avance à rebours du désordre national. Il a fixé un cap clair, cohérent, qui en fait un département d'excellence au service de 1,6 M d'habitants.**

**Nous, élus des Hauts-de-Seine, nous le savons bien : la réalité de ce département est bien loin de la caricature que certains se complaisent à entretenir, et beaucoup plus contrastée qu'on ne le croit !**

C'est un territoire qui s'est façonné par le brassage de cultures différentes, avec des élus qui se sont battus pour casser les quartiers d'exclusion.

Un territoire qui n'est pas le refuge des privilégiés. Les chiffres de la loi SRU parlent d'eux-mêmes : les Hauts-de-Seine comptent près de 28 % de logements sociaux (c'est bien mieux que Paris, qui n'en compte que 20 %...).

Un territoire qui n'est pas le plus riche de France, je ne cesse de le répéter ! Même pas après Paris.

Un territoire d'innovation, une référence parfois jalouée... C'est toujours ainsi que certains jugent la réussite.

Ce demi-siècle d'existence peut se résumer de cette façon : en n'ayant pas peur d'être ambitieux, obstiné, un peu iconoclaste aussi, on peut vraiment transformer la vie des habitants.

**Dans ce territoire d'exception, dont nous portons tous une part de fierté, je mesure l'ampleur de la tâche pour les six années à venir.**

Nous devons aborder cette mandature avec confiance, avec enthousiasme, en continuant d'affirmer nos valeurs et notre singularité à chacun d'entre nous et je le respecte profondément.

Les habitants attendent beaucoup de nous. Continuons d'agir à la hauteur de leurs espérances.

Mes chers collègues, je terminerai par un seul mot : au travail !